



Le bulletin

DISPONIBLE SUR L'INTERNET
WWW.USMISSION.CH

Hebdomadaire

CETTE SEMAINE

14 JANVIER 2005

LE PRÉSIDENT BUSH ET L'AIDE DES E.-U. AUX VICTIMES DU TSUNAMI

Article du président Bush en date du 8 janvier 1

DES SCIENTIFIQUES AMÉRICAINS ET FRANÇAIS MESURENT L'AMPLEUR DU TSUNAMI DEPUIS L'ESPACE

Leurs observations permettront de mieux comprendre comment les tsunamis se déplacent. 2

LES E.-U. DEMEURENT RÉSOLUS À INSTAURER LA PAIX AU DARFOUR

Le conflit entre le nord et le sud du pays étant réglé, le Darfour est la prochaine " étape ". 3

CHRONOLOGIE DU SOUTIEN DES E.-U. AU PROCESSUS DE PAIX AU SOUDAN

Texte du résumé analytique du département d'Etat.. 4

LA COOPÉRATION INTERNATIONALE EST ESSENTIELLE À LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Propos de deux hauts responsables des E.-U. devant le comité des sanctions de l'ONU 6

RAPPORT DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT SUR L'ANTISÉMITISME DANS LE MONDE

Résumé de ce document analytique préparé pour le Congrès des Etats-Unis..... 7

LE PRÉSIDENT BUSH ET L'AIDE DES E.-U. AUX VICTIMES DU TSUNAMI

Article du président Bush en date du 8 janvier

L'article ci-après rédigé par le président des Etats-Unis, M. George W. Bush, appartient au domaine public et peut être librement reproduit.

Aider les victimes du tsunami

Les Américains s'associent à tous ceux qui, dans le monde entier, pleurent les dizaines de milliers de vies, dont beaucoup d'enfants, emportées par le violent tsunami qui a récemment frappé une vaste zone allant de la Thaïlande à l'Afrique de l'Est. La semaine dernière, le drapeau américain a été mis en berne sur tout le territoire des Etats-Unis en hommage aux victimes de cette catastrophe.

Je félicite les particuliers, les Etats et les organisations internationales qui donnent de l'argent et des fournitures, qui offrent des moyens de transport et des capacités logistiques, et qui déploient du personnel afin d'aider ceux qui se trouvaient sur le chemin du tsunami. Les peuples du monde entier s'unissent pour venir en aide à ces pays.

Le gouvernement des Etats-Unis a pris un engagement initial de 350 millions de dollars au titre du secours aux victimes, de la réhabilitation et de la reconstruction des zones dévastées. J'ai également dépêché des soldats de nos forces armées sur place à l'appui des opérations de secours. Des avions de l'armée de l'air des Etats-Unis distribuent de l'aide 24 heures sur 24. La marine des Etats-Unis a envoyé le porte-avions Abraham-Lincoln au large de l'Indonésie. Il transporte de l'aide humanitaire et des avions supplémentaires qui per-

mettront d'accéder aux victimes se trouvant dans des régions isolées. Du personnel militaire supplémentaire des Etats-Unis arrivera bientôt sur place en renfort. En consultation avec leurs principaux alliés et les Nations unies, les Etats-Unis ont lancé l'une des plus vastes opérations humanitaires de l'histoire récente.

Le secrétaire d'Etat Colin Powell et le gouverneur de la Floride, Jeb Bush, se sont rendus dans la région de l'océan Indien la semaine dernière. Ils ont rencontré d'autres dirigeants et des représentants d'organisations internationales afin de faire le point des opérations de secours et des besoins qui restent à couvrir. La communauté internationale est en train de se réunir à Genève afin de mettre sur pied un plan de reconstruction et de rassembler des fonds pour l'Asie du Sud.

Le gouvernement des Etats-Unis appuiera ces efforts, mais la principale source de la générosité de l'Amérique est le cœur de son peuple. Depuis le tsunami, les Américains, enfants comme adultes, ont donné des millions de dollars pour le secours aux victimes et la reconstruction. Ils participent ainsi à un vaste élan de générosité ressenti dans le monde entier.

Alors que nous exprimons la compassion de notre pays pour les victimes de cette immense tragédie, j'ai demandé aux anciens présidents Bush et Clinton de s'adresser à tous les Américains dans cet effort important de secours humanitaire. Les anciens présidents sont en train de demander aux Américains de faire des dons aux organisations caritatives qui sont déjà à pied d'œuvre auprès des victimes du tsunami. Ces organisations ont dépêché des experts dans la zone sinistrée, et elles savent ce qu'il faut faire pour répondre aux besoins sur le terrain.

Les Américains ont eux-mêmes subi de graves catastrophes naturelles, qu'il s'agisse de tremblements de terre, d'incendies dévastateurs ou d'ouragans. Ils savent que rien ne peut effacer la peine de ceux qui sont touchés. Ils feront tout ce qu'ils pourront pour aider les peuples de l'Asie à faire face aux immenses difficultés qui les attendent après une telle dévastation.

Nous offrons nos condoléances à ceux qui ont perdu des êtres chers et notre compassion à ceux qui souffrent. Nous offrons également l'engagement durable de l'Amérique d'aider les victimes du tsunami à reconstruire.

George W. Bush

DES SCIENTIFIQUES AMÉRICAINS ET FRANÇAIS MESURENT L'AMPLEUR DU TSUNAMI DEPUIS L'ESPACE

Leurs observations permettront de mieux comprendre comment les tsunamis se déplacent.

En analysant les données de quatre satellites d'altimétrie radar, des scientifiques ont pu mesurer la hauteur du tsunami dévastateur qui a frappé l'océan Indien.

Selon un communiqué de presse publié le 10 janvier par l'Administration nationale des études océaniques et atmosphériques (NOAA), la capacité de faire des études approfondies de la Terre depuis l'espace pourrait déboucher sur une amélioration des modèles de prévision des effets dévastateurs des raz de marée.

Plusieurs jours après le tsunami qui a dévasté les côtes de l'océan Indien, des scientifiques du Laboratory for Satellite Altimetry (LSA) de la NOAA ont étudié les données fournies par quatre vaisseaux spatiaux : TOPEX/Poseidon et Jason, exploités conjointement par la NASA et l'agence spatiale française CNES ; Envisat, de l'Agence spatiale européenne ; et Geosat Follow-On, de la marine des Etats-Unis.

“ Ces satellites se trouvaient par hasard au bon endroit au bon moment “, a déclaré Walter Smith, un géophysicien de la NOAA. Les données recueillies par les satellites servent à faire de simples cartes de bassins océaniques inexplorés et à prévoir l'intensification des ouragans, le début d'El Nino et autres phénomènes météorologiques et climatiques.

En épluchant les données satellites, les chercheurs de la NOAA ont pu détecter le tsunami de l'océan Indien en comparant les niveaux de la mer observés le 26 décembre à ceux qui avaient été enregistrés les semaines et les jours précédents.

Des équipes américaines et françaises de chercheurs ont confirmé indépendamment les mesures de hauteur de la vague de fond obtenues par satellite. Ces observations serviront à améliorer notre compréhension de la façon dont les tsunamis se déplacent.

LES E.-U. DEMEURENT RÉSOLUS À INSTAURER LA PAIX AU DARFOUR

Le conflit entre le nord et le sud du pays étant réglé, le Darfour est la prochaine “ étape “.

Par Judy Aita

Correspondante du “ Washington File “

Nations unies - Le représentant des Etats-Unis aux Nations unies, M. John Danforth, affirme que “ les sanctions sont toujours sur la table “ et que les Etats-Unis vont exercer des pressions aussi intenses en faveur de la paix au Darfour, à l’ouest du Soudan, qu’ils l’ont fait pour mettre fin au conflit qui opposait le nord au sud du pays.

Le 11 janvier, les membres du Conseil de sécurité ont en effet affirmé que des sanctions contre le Soudan étaient toujours envisageables, même si un accord de paix mettant fin à la guerre civile entre le nord et le sud du pays avait été signé.

Lors d’une conférence de presse tenue à l’issue d’une session à huis clos du Conseil de sécurité avec l’envoyé spécial de l’ONU au Soudan, M. Jan Pronk, M. Danforth a déclaré : “ Il est important que toutes les parties du Darfour - à savoir le gouvernement et les rebelles - comprennent qu’il y a une limite à la tolérance, et que les sanctions sont toujours une option à considérer. “

M. Danforth a précisé que ce sujet avait d’ailleurs été abordé durant la session à huis clos. Même si certains membres du Conseil y sont opposés par principe, il serait sans doute possible, selon lui, de concevoir un régime de sanctions sur lequel la majorité des membres du Conseil pourraient s’accorder.

Les membres du Conseil espèrent en outre que la signature de l’accord de paix entre Khartoum et le Mouvement populaire de libération du Soudan (MPLS) aura un effet positif sur la situation au Darfour. Cet événement, associé à la présence des troupes de l’Union africaine qui assurent la protection des civils au Darfour et aux changements imminents qui vont s’opérer au sein du gouvernement soudanais afin notamment d’y inclure le chef du MPLS, M. John Garang, sont autant de raisons d’espérer, a affirmé M. Danforth.

“ On ne saurait surestimer l’importance “ de l’accord de paix entre le nord et le sud. “ L’objectif de l’engagement des Etats-Unis au Soudan est de sauver des vies, pas de marquer des points ou de s’écouter parler. Nous voulons

avancer et soutenir des idées qui permettront vraiment de sauver des gens. Et c’est sans aucun doute ce que nous avons fait dans le cas de l’accord de paix entre le nord et le sud. “

Cet accord, a-t-il souligné, “ met fin à une guerre qui a duré plus de deux décennies et qui a fait plus de deux millions de victimes. Or cet événement commence à disparaître de la une des journaux, comme si rien ne s’était passé dimanche dernier (le 9 janvier). Pourtant quelque chose de fondamental est arrivé dimanche dernier, et cela en grande partie grâce aux démarches des Etats-Unis. “

“ La question suivante est celle du Darfour, et nous devrions l’aborder de la même manière, à savoir pas pour marquer des points, mais pour sauver des vies, et tout particulièrement celle des innocents. “

Lors de son allocution devant le Conseil de sécurité, M. Pronk a déclaré : “ (...) maintenant qu’un accord de paix général a été signé entre le nord et le sud, la tâche prioritaire pour 2005 ne fait aucun doute. Le conflit au Darfour doit être stoppé, il doit être réglé, et les populations affectées doivent pouvoir rentrer chez elles. “

Pour lui, il est difficile d’envisager de récolter le dividende de la paix sans mettre fin à la souffrance au Darfour, car alors l’aide internationale n’affluerait pas et, pour le Soudan, l’accomplissement que représente l’accord de paix de Nairobi serait remis en question.

Tant qu’il y aura la guerre dans une région quelconque du Soudan, les ressources seront consacrées aux armements et non au bien-être de la population, et “ les investisseurs seront réticents, les entrepreneurs seront hésitants, les jeunes gens éduqués et dotés d’un sens de l’initiative voudront quitter leur pays, et les personnes déplacées continueront d’errer. “

M. Pronk a ensuite fait plusieurs suggestions susceptibles de faciliter l’avènement d’un accord de paix. En signe de bonne volonté, le gouvernement et les mouvements rebelles devraient se retirer derrière des lignes rationnelles et bien définies et laisser les troupes de l’Union africaine les remplacer pour protéger ces zones. Le gouvernement devrait recommencer le désarmement des milices arabes à zéro. Le mouvement rebelle devrait accepter de ne pas faire obstacle et de ne pas perturber les mouvements saisonniers pacifiques des tribus nomades et de leur bétail. Enfin, les parties devraient identifier des moyens pratiques de couvrir les besoins essentiels, tels la nour

riture, de leurs forces afin de minimiser leurs envies de voler, piller et tuer.

M. Pronk a par ailleurs souligné que seulement 1.000 des 3.000 troupes de l'Union africaine avaient été déployées, et a exhorté la communauté internationale à faire " tout ce qui est nécessaire pour accélérer le rythme de déploiement " de ces troupes.

" Les événements récents survenus au Darfour montrent que sans une force de protection indépendante et neutre, les femmes et les enfants, les vieillards, les rapatriés et les personnes non armées appartenant à une tribu ennemie ne sont pas en sécurité. "

M. Danforth a également évoqué la possibilité d'ajouter une protection policière internationale dans les camps, et M. Pronk a suggéré que le nombre d'observateurs des droits de l'homme dans la région passe de 20 à 150.

Les conditions de sécurité dans le Darfour sont mauvaises et la situation humanitaire est précaire, a déclaré M. Pronk au Conseil de sécurité. La violence s'est étendue aux camps de déplacés et affecte ainsi également directement le personnel humanitaire. Il n'y a pas suffisamment de réfugiés qui rentrent chez eux pour semer leurs récoltes, et il y a des pertes énormes de bétail.

CHRONOLOGIE DU SOUTIEN DES E.-U. AU PROCESSUS DE PAIX AU SOUDAN

Texte du résumé analytique du département d'Etat

Nous donnons ci-dessous un résumé analytique du département d'Etat relatif aux démarches entreprises entre mars 2001 et décembre 2004 par les Etats-Unis afin de soutenir le processus de paix au Soudan.

Bureau du porte-parole
Nairobi (Kenya)
Le 8 janvier 2005

Chronologie des actions des Etats-Unis à l'appui du processus de paix au Soudan

Mars 2001 - Le président Bush ordonne un examen de la politique des Etats-Unis à l'égard du Soudan. Cet exa-

men débouche sur trois objectifs : coopération à la lutte contre le terrorisme, arrêt de la déstabilisation régionale et instauration d'une paix juste.

Mai 2001 - Le secrétaire d'Etat Powell demande au secrétaire d'Etat adjoint Walter Kansteiner d'aborder discrètement ces trois objectifs avec les Soudanais, en insistant particulièrement sur les perspectives d'instauration d'une paix juste au Soudan. Le président Bush fait d'Andrew Natsios son coordonnateur spécial pour les affaires humanitaires dans ce pays.

Juin 2001 - Les Etats-Unis créent une troïka officielle avec le Royaume-Uni et la Norvège pour soutenir le processus de paix.

Juillet 2001 - Le coordonnateur spécial des Etats-Unis pour les affaires humanitaires au Soudan, Andrew Natsios, se rend sur place pour jeter les bases de l'accès du personnel humanitaire aux personnes déplacées, de la restauration de la neutralité des organisations humanitaires et de la préparation du sud du Soudan à la paix.

Septembre 2001 - Le président Bush nomme l'ancien sénateur John Danforth envoyé spécial pour la paix au Soudan.

Novembre 2001 - L'envoyé spécial Danforth se rend sur place et " prescrit " quatre conditions nécessaires à la paix : la mise en place d'une commission sur l'esclavage, la fin des attaques contre les civils, des " journées d'accalmie " (programme de vaccination) et le cessez-le-feu dans les Monts Nouba.

Janvier 2002 - Le secrétaire Powell charge une équipe d'Américains d'aider les parties engagées dans les discussions relatives au cessez-le-feu dans les Monts Nouba. A Burgenstock (Suisse), les parties s'entendent sur l'Accord de cessez-le-feu des Monts Nouba.

Printemps 2002 - Le secrétaire d'Etat adjoint Kansteiner crée un groupe responsable des programmes au Soudan au sein du Bureau des affaires africaines du département d'Etat afin de soutenir l'envoyé spécial Danforth et les pourparlers de paix. Les Etats-Unis et la Troïka établissent une commission mixte d'observation chargée de veiller au respect du cessez-le-feu des Monts Nouba. M. Powell autorise l'ambassade des Etats-Unis à Khartoum à reprendre ses opérations normales interrompues depuis quatre ans.

Mai 2002 - Un rapport (financé par les Etats-Unis) du Groupe international de personnes éminentes portant sur l'esclavage au Soudan est publié. Les Etats-Unis participent directement aux pourparlers de paix au Soudan pour la première fois.

Juillet 2002 - Les parties signent le Protocole de Machakos.

Octobre 2002 - Les parties acceptent la cessation des hostilités. L'Equipe de surveillance de la protection des civils, dirigée par les Etats-Unis, commence ses opérations. Le président Bush promulgue la Loi sur la paix au Soudan.

Janvier 2003 - L'envoyé spécial Danforth se rend sur place pour constater l'évolution du respect des quatre conditions indispensables à la paix qu'il avait prescrites.

Mai 2003 - Le secrétaire Powell s'entretient à Washington avec le président du Mouvement populaire de libération du Soudan (MPLS), M. John Garang.

Septembre 2003 - Les parties signent un accord sur des arrangements de sécurité. M. Powell s'entretient avec le ministre soudanais des affaires étrangères, M. Ismaïl, à Washington.

Octobre 2003 - M. Powell se rend à Naïvasha (Kenya), où ont lieu les pourparlers de paix.

Novembre 2003 - Le secrétaire Powell rencontre M. Garang, du MPLS, à Washington. Une déclaration du président du Conseil de sécurité de l'ONU, soutenue par les Etats-Unis, est publiée. Elle autorise le commencement de la planification d'une mission de maintien de la paix de l'ONU.

Décembre 2003 - Le président Bush s'entretient par téléphone avec le président Béchir et le président du MPLS, M. Garang. Le secrétaire Powell discute par téléphone avec diverses parties au sujet du partage des richesses. Ces entretiens débouchent sur une percée.

Janvier 2004 - Les parties signent un accord sur le partage des richesses.

Mars 2004 - Les Etats-Unis avancent une proposition de compromis pour régler la question d'Abyei, qui est acceptée par les parties. Le président Bush appelle le président Béchir et M. Garang.

Avril 2004 - Les Etats-Unis exhortent le Conseil de sécurité des Nations unies à publier sa première déclaration de presse sur le Darfour.

Mai 2004 - Les parties signent des accords sur le partage du pouvoir et les trois zones de conflit (Monts Nouba/ Kordofan méridional, Nil bleu et région d'Abyei). Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte une déclaration présidentielle condamnant la violence au Darfour et exigeant la libre circulation du personnel humanitaire.

Juin 2004 - M. Powell se rend à Khartoum et au Darfour (Soudan). Le président Bush nomme M. Danforth au poste de représentant permanent des Etats-Unis aux Nations unies. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni présentent au Conseil de sécurité la résolution 1547 portant création d'un représentant spécial du secrétaire général et d'un bureau politique de l'ONU au Soudan.

Juillet 2004 - Le secrétaire Powell s'entretient à Washington avec le président du MPLS, M. Garang. Les Etats-Unis parrainent la résolution 1564 du Conseil de sécurité de l'ONU sur le Darfour.

Novembre 2004 - Le secrétaire Powell envoie une équipe américaine discuter des arrangements de sécurité avec les commandants du Front populaire de libération du Soudan. Le Conseil de sécurité des Nations unies, alors présidé par les Etats-Unis, organise une session extraordinaire à Nairobi (Kenya), afin de discuter du Soudan. Les parties signent une déclaration, devant les membres du Conseil de sécurité, par laquelle elles s'engagent à s'entendre sur un accord général définitif d'ici à la fin 2004. Le Conseil de sécurité adopte la résolution 1574. M. Powell a un entretien avec le président de l'Alliance démocratique nationale (NDA), M. Mirghani. Le président Bush appelle le président Béchir et M. Garang.

Décembre 2004 - Les parties s'accordent sur un cessez-le-feu permanent et les modalités de mise en œuvre. Le président Bush signe la Loi sur la paix globale au Soudan.

LA COOPÉRATION INTERNATIONALE EST ESSENTIELLE À LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Propos de deux hauts responsables des E.-U.
devant le comité des sanctions de l'ONU

Par Judy Aita
Correspondante du " Washington File "

New York (Nations unies) - Une coopération internationale de longue durée est extrêmement importante si l'on veut réduire l'apport de fonds dont bénéficient les groupes terroristes, qui sont en train de devenir un ensemble peu structuré de réseaux régionaux autonomes, ont indiqué deux hauts responsables des Etats-Unis, dont le secrétaire d'Etat adjoint aux affaires économiques et commerciales, M. Anthony Wayne, lors de la réunion, le 10 janvier, du comité des sanctions du Conseil de sécurité.

Ils ont fait état des mesures que les Etats-Unis prenaient afin de bloquer les avoirs financiers des personnes physiques et morales figurant sur la liste du comité des sanctions de l'ONU, d'interdire leur séjour aux Etats-Unis et de placer un embargo sur les livraisons d'armes qui leur étaient destinées.

En outre, ils ont exhorté les autres Etats membres de l'ONU à obtenir, le cas échéant, une aide en vue de renforcer l'application des sanctions sur leur territoire ou d'adopter des lois contre le financement du terrorisme, ainsi qu'à fournir des informations supplémentaires au sujet des quelque trois cents personnes physiques ou morales qui figuraient sur la liste des sanctions pour permettre au secteur privé de les identifier correctement avant de bloquer leurs avoirs.

A l'issue de la réunion qui était à huis clos, M. Wayne a déclaré : " On peut avoir les meilleurs services de renseignements du monde, mais si l'on n'obtient pas la coopération des Etats où les terroristes sont actifs, il est très difficile d'empêcher ces derniers d'exercer leurs activités et de transférer des fonds.

" L'un des effets très importants des résolutions de l'ONU est l'obligation qu'ont les Etats du monde entier de coopérer. Nous avons trouvé que la grande majorité d'entre eux sont très sincères pour ce qui est du respect de ces obligations.

" Les Etats-Unis sont tout à fait résolus à appliquer les sanctions décidées par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1267. Nous considérons ces mesures comme

un élément essentiel de l'effort collectif des Etats visant à faire face à la menace que les terroristes liés au réseau Al-Qaïda et aux talibans font peser sur la paix et sur la sécurité dans le monde. "

Pour sa part, un haut responsable du ministère des finances chargé de la lutte contre le financement du terrorisme et la délinquance financière, M. Juan Zarate, a indiqué que les informations dont on disposait montraient l'efficacité des efforts internationaux et l'importance des travaux du comité des sanctions.

Le montant des avoirs bloqués à travers le monde dans le cadre de ces sanctions atteint quelque 147 millions de dollars. La désignation des personnes physiques et morales liées au terrorisme non seulement permet de bloquer les avoirs financiers, mais aussi supprime les circuits de financement d'Al-Qaïda. " Elle dissuade ceux qui auraient autrement apporté un soutien à Al-Qaïda et à d'autres groupes terroristes. Elle signale à ceux qui ne sont pas autrement au courant de leur soutien qu'ils appuient un groupe terroriste. Nous l'avons observé très clairement dans le cas d'associations sans but lucratif qui ont été exploitées par Al-Qaïda. "

Ces deux hauts responsables ont déclaré qu'il était bon que le comité des sanctions entende au début de cette nouvelle année combien cette désignation était importante et utile. Ils ont invité d'autres Etats à transmettre au comité des sanctions des informations sur ce qu'ils faisaient pour bloquer les avoirs financiers des terroristes et pour découvrir les personnes physiques et morales qui apportaient leur soutien à Al-Qaïda, aux talibans et aux autres groupes terroristes.

" Il ne s'agit pas tant du montant de dollars que l'on bloque le jour de la désignation. Il s'agit plutôt d'isoler financièrement ceux qui soutiennent Al-Qaïda ", a dit M. Zarate en se déclarant d'avis que ce mécanisme était efficace.

Toutefois, a-t-il ajouté, la réussite de ce mécanisme a créé un nouveau problème. Des groupes terroristes tels qu'Al-Qaïda ont maintenant recours à des moyens peu structurés de collecte et de transfert de fonds, tels que des passeurs de fonds, et il convient que le comité des sanctions commencent d'examiner diverses méthodes afin de s'y opposer.

Les deux hauts responsables ont indiqué comment la Maison-Blanche, les ministères des finances, de la justice et de la sécurité intérieure, le département d'Etat, les

services de police et de renseignements collaboraient étroitement pour traquer et découvrir les terroristes et leurs partisans et pour prendre des mesures en vertu de diverses lois afin d'obtenir des renseignements et de bloquer des avoirs financiers.

Toutes ces activités, a dit M. Zarate, exige une volonté politique de longue durée, des moyens financiers importants, la responsabilisation de ceux qui appliquent les sanctions et des communications constantes et étroites entre le gouvernement des Etats-Unis et le secteur privé.

De son côté, M. Wayne a fait remarquer aux membres du comité des sanctions qu'il était de plus en plus manifeste que " l'idéologie d'Al-Qaïda se propageait bien au-delà du Moyen-Orient ".

Grâce à l'action de la coalition mondiale contre le terrorisme, Al-Qaïda, Oussama ben Laden et les talibans ont subi des pertes importantes. Des chefs d'Al-Qaïda responsables de divers secteurs (logistique, préparation, financement et formation) ont été tués ou arrêtés. Ce réseau a perdu un grand nombre de ses refuges et a vu ses finances s'amoinrir. Toutefois, a dit M. Wayne, " Al-Qaïda n'est certainement pas vaincu et nous sommes encore en guerre. "

Al-Qaïda s'est transformé en une série de réseaux régionaux qui fonctionnent de façon autonome. Des groupes islamiques extrémistes tels qu'Ansar al-Islam et le réseau Zarkaoui suivent maintenant les méthodes d'Al-Qaïda, et des milliers d'extrémistes du monde entier qui ont participé aux conflits du Kosovo, du Cachemire et d'autres régions continuent d'être une source de recrutement, a-t-il précisé.

RAPPORT DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT SUR L'ANTISÉMITISME DANS LE MONDE

Résumé de ce document analytique préparé pour
le Congrès des Etats-Unis

Le département d'Etat a rendu public, le 5 janvier, un rapport sur l'antisémitisme dans le monde qu'il a préparé à la demande des commissions des affaires étrangères respectives de la Chambre des représentants et du Sénat des Etats-Unis.

On trouvera ci-après le texte du résumé général figurant

au début de ce rapport :

Rapport sur l'antisémitisme dans le monde

1er juillet 2003 - 15 décembre 2004

Soumis par le département d'Etat à la commission des relations étrangères et à la commission des relations internationales

Conformément à l'article 4 de la PL 108-332
30 décembre 2004

I. L'antisémitisme

La plaie de l'antisémitisme tourmente le monde depuis des siècles. Sous sa forme la plus extrême et la plus violente, celle de l'holocauste, l'antisémitisme a provoqué la mort de millions de Juifs et fait souffrir un nombre incalculable des leurs. Sous des formes plus subtiles et moins viles, il a bouleversé des vies, décimé des communautés religieuses, créé des clivages sociaux et politiques et compliqué les relations entre les pays ainsi que l'action d'organisations internationales. Dans un monde de plus en plus interdépendant, l'antisémitisme est une tare intolérable.

La fréquence croissante et la gravité des actes antisémites depuis le début du XXIe siècle, particulièrement en Europe, ont amené la communauté internationale à se pencher sur l'antisémitisme avec une énergie renouvelée. Juste après la Deuxième Guerre mondiale, des Juifs et des biens leur appartenant furent la cible d'attaques, mais celles-ci ont diminué au fil du temps, et elles sont devenues principalement liées au vandalisme et à la criminalité. Ces dernières années, ces actes ont été plus ciblés, leurs auteurs paraissant avoir pour but précis de s'en prendre aux Juifs et au judaïsme. Leurs actions ont ébranlé le sentiment de sécurité et de bien-être des communautés juives.

La définition de l'antisémitisme a fait l'objet de discussions et d'études multiples. Si aucune n'est acceptée de manière universelle, on s'entend généralement sur ce que recouvre ce terme.

Pour les besoins du présent rapport, l'antisémitisme est la haine des Juifs considérés à titre individuel ou en tant que groupe, en raison même de leur religion ou de leur ethnicité. Il importe d'établir une distinction entre la critique légitime des politiques et des pratiques de l'Etat d'Israël d'une part, et les propos qui revêtent un carac-

tère antisémite d'autre part. La diabolisation d'Israël et la mise au pilori de ses dirigeants, parfois comparés à des meneurs nazis ou caricaturés par des symboles nazis, révèlent un parti pris antisémite plus qu'une critique valide de politiques sur un sujet controversé.

Ces dernières années, quatre sources principales ont alimenté l'antisémitisme dans le monde :

- les préjugés antisémites classiques qui sévissent depuis des siècles en Europe et dans certains pays d'autres régions du monde. On regroupe dans cette catégorie les ultra-nationalistes et autres individus qui soutiennent que la communauté juive domine le gouvernement, les médias, les sociétés internationales et le monde de la haute finance ;

- l'animosité contre Israël qui dépasse les limites de la critique objective de la politique israélienne pour rejoindre le camp de l'antisémitisme ;

- les sentiments anti-juifs exprimés par certains éléments de la population musulmane grandissante d'Europe et qui sont ancrés dans l'antipathie séculaire pour Israël et les Juifs aussi bien que dans l'opposition des musulmans à la situation en Israël et dans les territoires occupés, et en Irak depuis une date plus récente.

- La critique des Etats-Unis et de la mondialisation, qui déteint sur Israël, et sur les Juifs en général, par association.

II. Harcèlement, vandalisme et actes de violence

Europe et Asie

L'antisémitisme en Europe a considérablement augmenté ces dernières années. Ceci dit, il convient de noter que beaucoup de pays européens se sont dotés de mécanismes de veille qui leur permettent de recenser les actes antisémites de manière plus complète que ne le font d'autres pays. Dès lors, on ne peut pas faire de comparaisons directes entre les pays ou les régions. Depuis 2000, les attaques verbales contre les Juifs sont en hausse, tandis que les actes de vandalisme (graffitis, plasticage d'écoles juives, profanation de synagogues et de cimetières, etc.) ont augmenté en flèche. Les agressions physiques contre les Juifs, notamment les passages à tabac et les attaques à l'arme blanche, ont affiché une hausse notable en Europe et entraîné des blessures graves, voire la mort, dans un certain nombre de cas. Un autre phénomène troublant concerne la partialité

de certains éléments de la presse de centre-gauche et de certains intellectuels, partialité qui va jusqu'à l'antisémitisme.

La montée inquiétante des mesures d'intimidation et des actes antisémites s'observe de manière généralisée en Europe, encore qu'il existe des variations importantes en ce qui concerne le nombre des cas recensés et la fiabilité de ces recensements. De nos jours, la plupart des gouvernements européens considèrent que l'antisémitisme constitue un problème grave pour leur société et ils se montrent davantage prêts à s'attaquer à cette question. L'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes, qui a son siège à Vienne, a notamment cité la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Belgique et les Pays-Bas comme étant des pays dans lesquels les actes antisémites ont affiché une hausse notable en 2002 et en 2003. Comme ces pays tiennent des statistiques fiables et complètes en la matière, et qu'ils sont acquis à la lutte contre l'antisémitisme, l'Observatoire n'a eu aucune difficulté à obtenir ces données. Ces gouvernements et des personnalités en vue ont condamné la violence, fait voter de nouvelles lois et mené une action positive en faveur de la sensibilisation du public et du respect de la loi.

En Europe de l'Ouest, les groupes d'extrême-droite restent responsables d'une part importante des attaques contre des Juifs et leurs biens ; la plupart des autres actes antisémites ont été de plus en plus souvent le fait de jeunes musulmans marginaux et issus de milieux défavorisés. Il est probable que cette tendance va se poursuivre puisque le nombre de musulmans en Europe continue de croître et que leurs perspectives d'avenir restent limitées, à l'image de leur niveau d'instruction.

En Europe de l'Est, où la population musulmane est beaucoup moins forte, ce sont des "skinheads" et des membres d'autres mouvements extrémistes qui ont été impliqués dans la plupart des actes antisémites. L'antisémitisme demeure un problème grave en Russie et au Belarus, aussi bien qu'ailleurs dans l'ancienne Union soviétique, la plupart de ces actes étant commis par des ultra-nationalistes et d'autres éléments d'extrême-droite. L'image du Juif comme grand manipulateur de l'économie mondiale continue d'alimenter les agressions antisémites.

Une solution potentielle à long terme consiste à éduquer les populations sur l'holocauste et la tolérance et à former les enseignants ; malheureusement, le problème s'aggrave plus rapidement que la solution ne se met en place. A la fin de l'année 2003, et encore l'année suiv-

ante, des Juifs, particulièrement en Europe, se heurtaient à un dilemme : soit masquer leur identité, soit s'exposer à des harcèlements, lesquels ont parfois mené à des blessures graves ou à la mort. Il ne faut ni ignorer ni sous-estimer le stress psychologique profond qui est lié à un environnement de plus en plus difficile.

Le Moyen-Orient

Un peu avant le milieu du siècle dernier, les Juifs ont quitté en masse des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord à mesure que leur situation devenait de plus en plus précaire. Cette tendance se poursuit. Ils sont aujourd'hui peu nombreux dans ces pays, et peu d'actes hostiles aux membres restants de la communauté juive ont été recensés. Pour autant, la Syrie a toléré l'exportation d'un antisémitisme virulent, qu'elle a même encouragé dans certains cas par le biais d'émissions radiotélévisées, d'articles parus dans la presse ou d'autres organes d'information. La propagande antisioniste du gouvernement et des organes d'information soutenus par l'Etat reprend souvent la terminologie et les symboles de l'holocauste pour diaboliser Israël et ses dirigeants. Ces propos dépassent souvent les bornes de la critique légitime d'Israël et de ses politiques, et le discours politique qui se prétend légitime ne vise en fait qu'à conspuer les Juifs. Dans le même temps, le déni de l'holocauste et les efforts visant à en minimiser l'ampleur trouvent de plus en plus souvent écho parmi certains historiens d'un certain nombre de pays du Moyen-Orient.

Autres régions

Loin d'être circonscrit à l'Europe et au Moyen-Orient, l'antisémitisme se manifeste ailleurs de manière inquiétante. Au Pakistan, par exemple, où il n'y pas de communauté juive, le sentiment antisémite alimenté par la presse est généralisé. Il faut y voir le reflet d'un phénomène relativement récent, à savoir l'apparition de l'antisémitisme dans des pays où les Juifs sont peu nombreux, voire inexistant, historiquement ou dans la conjoncture actuelle.

Ailleurs, en Australie, les mesures d'intimidation et les attaques contre les Juifs et leurs biens, aussi bien que les propos antisionistes et antisémites, ont perdu un peu de leur intensité au cours de l'année écoulée. Cette année, la Nouvelle-Zélande a été le théâtre de plusieurs profanations de tombes juives et d'autres actes antisémites. Aux Amériques, outre les manifestations d'antisémitisme aux Etats-Unis, on a observé la montée très nette des attaques contre des Juifs et leurs biens. De même, des actes

antisémites notables ont été recensés en Argentine, et des actes isolés dans d'autres pays d'Amérique latine.

III. Les médias

La prolifération des médias (télévision, radio, presse écrite et internet) a grandement facilité la diffusion de la propagande antisémite. Les lois " anti-haine " assurent une certaine protection, mais la défense de la liberté d'expression dans de nombreux pays occidentaux a limité les mesures préventives que pourraient prendre les gouvernements. La programmation des émissions télévisées par satellite est assurée par des fournisseurs de service qui changent régulièrement, et l'internet ne connaît pas de frontières.

En juin, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a organisé une réunion à Paris consacrée aux moyens de faire face à l'intolérance sur la Toile et elle a ultérieurement approuvé une décision sur la nécessité de " Promouvoir la tolérance et la liberté des médias sur l'internet ". Cette dernière, qui revêt un caractère prescriptif, est assortie de mises en garde soigneusement rédigées pour éviter tout conflit entre les divers systèmes juridiques des pays membres. Elle exhorte les Etats participants à enquêter sur les menaces criminelles de violence antisémite et autres formes d'intolérance sur l'internet, et à poursuivre leurs auteurs en justice avec toute la rigueur de la loi, ainsi qu'à créer des programmes visant à éduquer les enfants sur les propos haineux et les autres formes de préjugés.

On voit souvent les détracteurs d'Israël attaquer cet Etat et sa politique, de même que les communautés juives et autres intervenants qui le soutiennent, à coups de caricatures antisémites. Ces attaques ne cherchent même pas à donner l'impression d'être équilibrées ni à reposer sur des bases factuelles, et il n'y a pas qu'Israël qu'elles s'emploient à diaboliser. Les Etats-Unis sont eux aussi souvent visés dans ces caricatures, selon lesquelles la politique étrangère de Washington serait élaborée en Israël, et la presse et les marchés financiers des Etats-Unis et du reste du monde seraient sous l'emprise des Juifs. Pendant la campagne présidentielle de 2004 aux Etats-Unis, la presse arabe a publié toute une série de caricatures qui assimilaient les deux grands partis politiques américains et leurs représentants à l'Etat d'Israël et à son premier ministre, M. Ariel Sharon.

" Les Protocoles des Sages de Sion ", texte antisémite produit par les agents du renseignement tsariste et reconnu apocryphe depuis de nombreuses années, ont

continué d'être publiés dans les médias du Moyen-Orient en étant présentés non comme un faux, mais comme des faits établis. La Syrie a ainsi diffusé, sur sa chaîne d'Etat, une série télévisée basée sur ces documents. Ces feuillets accordaient une large place à la prétendue soif de sang des Juifs et à leur prétendue main-mise sur la finance internationale. Leur objectif visait manifestement à inciter à la haine contre les Juifs et Israël. Des copies des Protocoles et d'autres faux antisémites du même acabit ont largement circulé dans divers pays du Moyen-Orient, dans les anciennes républiques soviétiques et ailleurs. De même, les allégations selon lesquelles les Juifs auraient trempé dans les attentats du 11 septembre sont allées bon train.

En novembre 2004, la chaîne libanaise Al-Manar du mouvement Hezbollah, qui présente des émissions ouvertement antisémites, a obtenu des autorités françaises une licence de diffusion par satellite pour une durée d'un an. Cette licence a été révoquée peu de temps après parce qu'Al-Manar persistait à diffuser des émissions au contenu antisémite. Celles-ci ne peuvent plus être captées en France. D'autres chaînes au contenu douteux qui font partie de réseaux au Moyen-Orient, telles Al-Jazira et Al-Arabiya, ont conservé leur licence française de diffusion.

IV. Les actions des gouvernements

En Europe et dans d'autres régions, un grand nombre de gouvernements ont ressenti une conscience accrue de la menace que pose l'antisémitisme et ils ont dénoncé ce phénomène. Certains ont pris des mesures efficaces visant à le combattre, plusieurs pays, dont la France, la Belgique et l'Allemagne, conférant aujourd'hui une protection renforcée aux membres de la communauté juive et à leurs biens.

Dans l'ensemble, les forces de l'ordre n'ont pas réagi de manière uniforme aux actes antisémites. La plupart des responsables de l'application de la loi n'ont pas été formés pour faire face aux crimes motivés par la haine, en particulier ceux de nature antisémite. La police les a parfois ravalés au rang de simple actes de vandalisme ou de délinquance, au lieu d'y voir des attaques contre des Juifs en raison de leur ethnicité ou de leur religion, ou parce que les assaillants identifiaient les victimes avec les actions de l'Etat d'Israël.

Dans les pays où l'antisémitisme constitue un problème grave, la formation spécialisée de la police et des membres du judiciaire continue de répondre à un besoin

pressant. Beaucoup de pays ne se sont toujours pas dotés de lois "anti-haine" visant à réprimer les crimes antisémites et autres formes d'intolérance. Lorsque de telles lois existent, elles doivent être appliquées avec une rigueur accrue.

V. L'action multilatérale

L'antisémitisme est un problème mondial qui nécessite une démarche multilatérale coordonnée. A ce jour, le véhicule le plus efficace de la coopération internationale a été l'OSCE, laquelle regroupe 55 Etats participants d'Europe, d'Eurasie et d'Amérique du Nord ainsi que des partenaires méditerranéens et asiatiques. L'OSCE a organisé deux conférences sur l'antisémitisme, l'une en juin 2003 à Vienne et l'autre en avril 2004 à Berlin. C'étaient les premières conférences internationales à braquer l'attention des personnalités politiques de haut niveau sur le problème de l'antisémitisme. La conférence de Vienne a déclaré que l'antisémitisme relevait du dossier des droits de l'homme.

De même lors de la réunion de Maastricht tenue en décembre 2003, les ministres des affaires étrangères de l'OSCE ont réaffirmé la gravité de l'antisémitisme. Ils ont pris la décision formelle de mettre pleins feux sur la nécessité de combattre l'antisémitisme et confié au Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) la tâche de recueillir des informations sur les crimes de haine. Le BIDDH œuvre actuellement de concert avec l'OSCE en vue de centraliser les renseignements disponibles sur les lois "anti-haine" et de promouvoir le recours à des pratiques optimales dans le domaine de l'application de la loi, de la lutte contre les crimes motivés par la haine et de l'éducation. Le BIDDH a établi un Programme sur la tolérance et la non-discrimination, et il s'est doté d'un conseiller qui se charge exclusivement de ce dossier.

Lors de leur réunion de décembre 2004 tenue à Sofia, les ministres des affaires étrangères de l'OSCE se sont félicités de la décision prise par le Président en fonction de nommer trois représentants spéciaux pour les questions liées à la tolérance, dont un chargé du dossier sur l'antisémitisme, et qui ont pour mission de travailler avec les Etats membres à la mise en œuvre d'engagements précis dans le contexte de la lutte contre l'antisémitisme. En outre, les ministres des affaires étrangères ont accepté l'offre du gouvernement espagnol d'accueillir à Cordoue, en juin 2005, une troisième conférence sur l'antisémitisme.

De son côté, l'Organisation des Nations unies a pris des mesures importantes dans ce domaine. Son secrétaire général, M. Kofi Annan, a ainsi accueilli en juin 2004 un séminaire consacré à l'antisémitisme. On peut également citer la résolution adoptée en novembre 2004 par la Troisième Commission et qui prône l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse, l'antisémitisme étant explicitement cité.

L'éducation demeure un antidote puissant contre l'antisémitisme et toutes les formes d'intolérance. Dans la foulée de la première conférence de Stockholm, en 1998, convoquée en raison des inquiétudes suscitées par la diminution des connaissances sur l'holocauste, en particulier chez les jeunes, la Suède, le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont décidé de s'attaquer ensemble à la question. C'est de cette démarche initiale qu'est né l'ITF, groupe de travail pour la coopération internationale sur l'éducation, le souvenir et la recherche sur le thème de l'holocauste.

A l'heure actuelle, cette organisation internationale informelle qui opère sur la base du consensus et ne s'encombre pas d'une bureaucratie se compose de 20 pays. Les membres de l'ITF s'engagent à appliquer la Déclaration du forum international de Stockholm sur l'holocauste. Les pays membres de l'ITF sont les suivants : Allemagne, Argentine, Autriche, Danemark, Etats-Unis, France, Hongrie, Israël, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Tchéquie. En outre, quatre autres pays (Croatie, Estonie, Grèce et Slovaquie) sont en liaison avec l'ITF.

VI. Les actions du gouvernement des Etats-Unis au nom de suivi et de la lutte contre l'antisémitisme

Le gouvernement des Etats-Unis est déterminé à suivre et à combattre l'antisémitisme dans le monde entier au nom des droits de l'homme et de la liberté religieuse. Comme l'a fait remarquer le président Bush quand il a signé la loi sur l'étude de l'antisémitisme dans le monde, le 16 octobre 2004, " défendre la liberté, c'est aussi ébranler le démon de l'antisémitisme. "

Tous les ans, le département d'Etat publie son Rapport sur la liberté religieuse dans le monde et ses Rapports nationaux sur les pratiques en matière de droits de l'homme. Ces deux types de documents recensent les actes antisémites et les tendances de l'antisémitisme à travers le monde. Dans ses instructions aux ambassades des Etats-Unis en prévision de l'établissement des Rap-

ports nationaux 2004, le département d'Etat a explicitement demandé que soient décrits les actes de violence à l'encontre de Juifs et de leurs biens ainsi que les actions prises par les gouvernements en vue de contrer cette forme de sectarisme et de préjugés.

Dans les instances multilatérales, le département d'Etat a demandé que soit reconnue la montée de l'antisémitisme et il a plaidé pour la formulation de mesures propres à le combattre. Il a joué un rôle de premier plan pour amener l'OSCE à organiser les deux conférences susmentionnées dans la section V. MM. Rudolph Giuliani et Edward Koch, l'un et l'autre anciens maires de New-York, ont conduit les délégations des Etats-Unis à Vienne et à Berlin, respectivement. Ils ont tous deux partagé leur savoir et leur riche expérience en vue d'encourager le respect des minorités dans les communautés multiculturelles. Des ONG clés ont œuvré de manière constructive avec le département d'Etat à la préparation de ces conférences. Dans le discours qu'il a prononcé à la conférence de Berlin, le secrétaire d'Etat, M. Colin Powell, a insisté : " Nous ne devons pas permettre que les crimes antisémites soient pris à la légère comme s'il s'agissait d'effets secondaires inévitables de conflits interethniques. Les désaccords politiques ne justifient pas les attaques physiques contre les Juifs dans nos rues ni la destruction d'écoles juives ni la profanation de synagogues et de cimetières. Rien ne justifie l'antisémitisme. " A l'ONU, les Etats-Unis ont appuyé les résolutions qui condamnent l'antisémitisme, aussi bien à la tribune de l'Assemblée générale qu'à la Commission des droits de l'homme.

Une leçon importante à tirer de l'holocauste, c'est que le sectarisme et l'intolérance peuvent entraîner des atrocités et des génocides si les gouvernements et les autres secteurs de la société ne réagissent pas énergiquement à ces phénomènes. Les Etats-Unis sont déterminés à agir dans un cadre bilatéral en vue d'enrayer et de faire reculer la montée de l'antisémitisme. Le président Bush a affirmé cet engagement lors de sa visite à Auschwitz-Birkenau, en 2003, lorsqu'il a déclaré : " Ce site nous rappelle sobrement que face à l'antisémitisme, que ce soit en Europe, en Amérique ou ailleurs, l'humanité doit faire cause commune pour lutter contre ces sombres impulsions. "

Les ambassades des Etats-Unis traduisent cet engagement dans la pratique en dénonçant les actes antisémites et les crimes motivés par la haine. Les ambassadeurs et d'autres responsables des ambassades œuvrent de concert avec les communautés juives en vue d'encourager la répression de ces crimes dans les meilleurs délais. En

Turquie, l'ambassade des Etats-Unis a collaboré étroitement avec la communauté juive à la suite du plasticage de la synagogue Neve Shalom, en novembre 2003. Au Moyen-Orient, nos ambassades ont protesté contre les pratiques des gouvernements d'accueil qui permettent à leurs institutions de promouvoir l'antisémitisme, par exemple à l'occasion de la diffusion des séries télévisées " Un cavalier sans cheval " et " Diaspora ", lesquelles donnent respectivement de larges échos au mythe du Juif assoiffé de sang et aux " Protocoles des Sages de Sion ". Les démarches bilatérales des Etats-Unis se sont révélées efficaces dans certains cas ponctuels, mais il reste encore beaucoup à faire pour encourager les dirigeants nationaux à dénoncer vigoureusement l'antisémitisme et à plaider pour le respect et la tolérance.

Faisant fond sur les résultats obtenus à ce jour, le département d'Etat accélère ses efforts, en liaison avec ses partenaires dans le monde, de façon à améliorer le suivi de l'antisémitisme et la lutte contre ce fléau dans trois domaines précis : l'enseignement, la formulation des lois et l'application des lois. Le département d'Etat continuera de promouvoir l'élaboration de programmes scolaires sur l'holocauste et de cours de formation pour les enseignants. A cet égard, il convient de citer le programme estival de formation des enseignants qui est financé en partie par les ambassades des Etats-Unis en coopération avec l'AHO (Association of American Holocaust Organizations) et l'USHMM (United States Holocaust Memorial Museum). En octobre 2004, lors de la réunion sur la dimension humaine de l'OSCE, les Etats-Unis et la France ont accueilli un séminaire sur les méthodes de l'enseignement de l'holocauste dans des sociétés multiculturelles. En outre, les Etats-Unis sont solidaires de l'action des ONG qui s'efforcent de promouvoir les programmes éducatifs à l'étranger, lesquels se fondent en partie sur les ateliers organisés aux Etats-Unis pour enseigner le respect des individus et des groupes minoritaires. En particulier, le département d'Etat a appuyé la promotion de la tolérance religieuse dans l'éducation nationale en Arabie saoudite en organisant à l'intention d'éducateurs religieux de ce pays des tournées d'étude de l'enseignement interreligieux aux Etats-Unis.

Les racines de l'antisémitisme sont profondes, et les Etats-Unis ne sous-estiment pas la difficulté qu'il y a de briser l'élan de cet ancien fléau et de lui faire faire marche arrière. Le législatif et l'exécutif, en liaison avec les ONG, forment un partenariat important dans la poursuite de cet effort vital qui a pour ambition de suivre, de contenir et finalement d'enrayer l'antisémitisme.